

**UNE CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE POUR BÂTIR
UNE CONNAISSANCE CONCERTÉE DES MUTATIONS
DE TERRITOIRE DANS L'ESPACE FRONTALIER
SÉNÉGALO-BISSAO-GUINÉEN.**

*Francis S. Ehemba¹⁶, Yvan le Coq¹, Olivier Ruë¹,
Mamadou Niokane¹, Melig Bodivit¹,
Pape Seck¹, Mamoudou Diallo¹, Stanislas Agossou¹,
Luc Descroix²¹⁷,
Tidiane Sané³¹⁸,
Mathilde Fabre¹.*

Mots clés : Cartographie participative, gouvernance territoriale, connaissance concertée, région littorale, conflit, pouvoir, développement.

Résumé

Dans le cadre de la Convention-Programme avec l'AFD, le GRDR¹⁹ et ses partenaires ont décidé de produire un document dont l'objectif est d'analyser, sur une cinquantaine d'années, les dynamiques territoriales du site-pilote de Diembéring-Varela. La terminologie « site-pilote » a été employée par le GRDR pour désigner un territoire sur lequel, durant 3 ans, vont se dérouler des études à la suite desquelles des actions²⁰⁴ seront entreprises. Le GRDR a effectué des diagnostics villageois entre mai et décembre 2014 dans les localités de Varela Iale et Varela Madina en Guinée Bissau et de Cabrousse, Diembéring et Boucotte Wolof au Sénégal. Certaines données ont été collectées dans le cadre de recherches bibliographiques. Ce document ne prétend pas traiter de manière

¹⁶ ONG Grdr, Migrations, Citoyenneté, Développement, Montreuil, Ziguinchor

¹⁷ IRD, LMI PATEO, UMR PALOC IRD/MNHN/Sorbonne-Universités

¹⁸ Université Assane Seck de Ziguinchor (UASZ), Département de géographie

¹⁹ Des actions concrètes sont prévues dans les villages étudiés en fonction des besoins prioritaires identifiés de manière concertée avec les populations locales, les autorités décentralisées, déconcentrées et traditionnelles l.

exhaustive l'ensemble des dynamiques observées sur cinquante ans dans ce territoire. Il met la lumière sur certaines thématiques de manière plus ou moins approfondie et à différentes échelles. Cet article met surtout en exergue les rapports de pouvoirs entre différents villages du site-pilote autour des enjeux économiques (touristiques, miniers, agricoles, halieutiques, etc.) de cet espace.

1. Introduction

Dans le cadre du Programme de Gouvernance Concertée des Ecosystèmes du Littoral, des ateliers de cartographie participative²¹ se sont tenus dans plusieurs localités situées dans le site-pilote de Diembéring-Varela en 2014 (ces villages sont situés de part et d'autre de la frontière sénégallo-bissao guinéenne) (voir Sané *et al.*, dans ce même ouvrage). Les villages concernés sont les suivants : Cabrousse et Boucotte Wolof (Sénégal), Varela Iale et Varela Madina (Guinée Bissau). L'objectif de ces ateliers était de caractériser les mutations des terroirs sur une période de 50 ans et de susciter, puis poser un débat sur leur avenir. Cet article ambitionne d'étudier, à travers la cartographie participative, l'évolution des rapports de pouvoirs fonciers entre les villages et de rapporter les perspectives des habitants en fonction des dynamiques paysagères observées. La cartographie participative, conduite par le GRDR et ses partenaires, a permis de mener des confrontations de points de vue sur un même espace (images et pratiques) avec des débats entre habitants, détenteurs de pouvoirs traditionnels et modernes qui n'auraient pu avoir nécessairement lieu sans ces exercices. Les connaissances, qu'ont les acteurs du territoire, sont souvent concrètes et fines, mais très parcellaires, ce qui rend nécessaire cette «représentation systématique et exhaustive d'un espace qu'ils ne connaissent qu'en partie » (Joliveau, 2004).

De ce fait, cette production de nouvelles connaissances sur les ressources foncières et les enjeux territoriaux connexes consacre à la cartographie participative le caractère d'un puissant outil de contrôle populaire et de délimitation des pouvoirs exercés par les autorités foncières locales. En effet, les cartes produites lors des séances de cartographie participative servent à appuyer techniquement certaines

²¹ Du 02 au 04 mai 2014 pour les villages de Cabrousse, Varela Iale et Madina avec la participation de l'IRD (LMI PATEO et UMR PALOC, IRD/MNHN) et de l'université Assane SECK de Ziguinchor. Etudes monographiques GRDR, 2015 au village de Boucotte Wolof du 06 au 30 décembre 2015.

revendications des habitants en les rendant plus audibles et crédibles auprès des chefferies traditionnelles, mais aussi des élus locaux et des services techniques.

2. Présentation du site-pilote

Le site-pilote de Diembéring-Varela est un territoire transfrontalier, dont une partie est au Sénégal et l'autre en Guinée-Bissau. Il est composé de deux entités administratives. Côté sénégalais, on trouve la commune de Diembéring, qui fait partie du département de Oussouye appartenant lui-même à la région de Ziguinchor. La partie bissau-guinéenne est composée de la sous-section de Varela qui appartient à la section de Susana du secteur de São-Domingos situé dans la région de Cacheu. Ce territoire est limité à l'ouest par l'océan Atlantique (65km de plage de sable), au sud par l'embouchure du rio Cacheu, au nord par l'embouchure du fleuve Casamance et à l'est par les communautés rurales de Santhiaba Manjack, de Oukout et de Mlomp au Sénégal tandis que, côté bissau-guinéen, le site-pilote est limité à l'est par la sous-section de Susana. Le site-pilote a une surface approximative de 430 km² (figure 1).

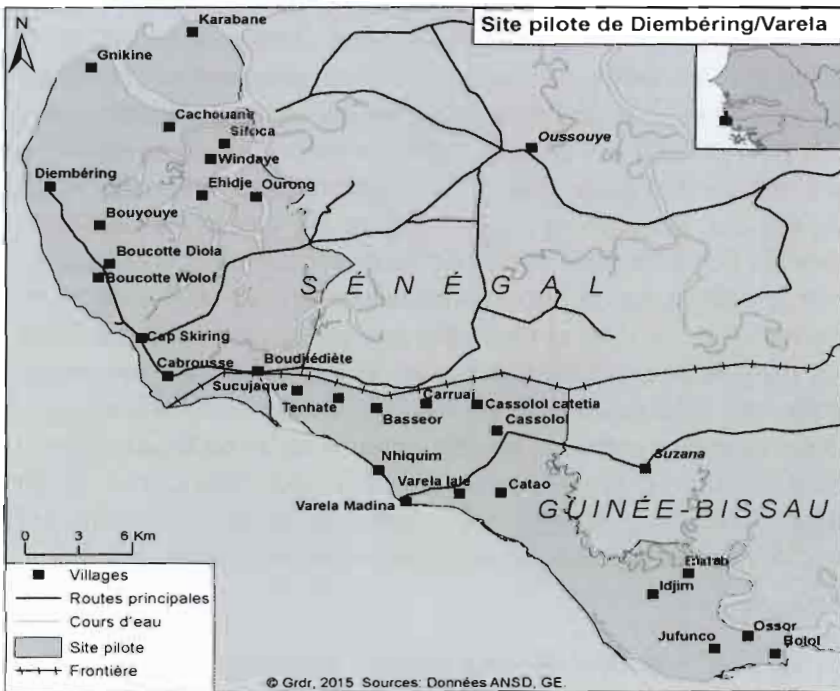


Figure 1 : Présentation du site-pilote de Diembéring

3. Approche méthodologique

Quatre outils ont été élaborés pour recueillir des informations sur les mutations territoriales et les représentations sociales des villages analysés : l'entretien historique, la carte de terroir, le transect du terroir, et les entretiens collectifs. Les informations produites par ces outils d'acquisition d'informations ont permis de créer des connaissances relatives à l'évolution de l'occupation du sol et des systèmes d'activités, de révéler la perception des habitants sur les changements intervenus sur les 50 dernières années, de décrypter les stratégies d'adaptation de ces derniers face à ces mutations et d'amorcer un échange sur l'avenir de ces localités. La carte de terroir villageois permet de représenter, sur un support en deux dimensions, la perception qu'ont les habitants de leur terroir. Cette représentation complétée par le transect, et confrontée à l'histoire du village, donne un aperçu non seulement de l'occupation du sol, mais surtout de ses usages et de ses évolutions. La carte de terroir est un excellent support pour restituer tant l'historique du village que l'évolution de ses activités.

L'ensemble des outils (entretien historique, carte de terroir, transect et enquêtes sur les activités) permet de dresser un portrait du village dans sa globalité. Ces outils ne permettent pas seulement de créer de la connaissance vis-à-vis de l'occupation du sol comme quelque chose de figé, ils permettent à travers une approche territoriale de constituer une histoire globale du village mais aussi et surtout de comprendre les choix opérés par les populations dans la mise en valeur de leur terroir. L'ensemble de ces outils a également permis d'amorcer un échange sur l'avenir du village. Les données collectées ont été organisées en fonction des thématiques retenues et restituées aux villageois. Cette restitution a permis de valider ou d'invalider avec la population les informations recueillies sur le terrain. Le débat, à la lumière des conclusions retenues lors des enquêtes, a permis d'aborder certains sujets de façon polémique afin de confronter les points de vue des différentes catégories d'acteurs²² du village. Une bonne animation de ce débat-là est garante d'une avancée positive des débats pouvant régler certains conflits au sein du village.

4. Résultats

Les différents ateliers de cartographie participative (figure 3) ont permis de voir des situations analogues de part et d'autre de la frontière (sénégal-bissao-guinéenne). Des litiges fonciers récurrents sont notés

²² Il y avait des jeunes, des vieux, des femmes et des hommes.

entre village anciens et villages récents dans le site-pilote. Dans la partie sénégalaise, le village de Cabrousse (une localité ancienne) entre souvent en conflit avec les villages de Cap-Skiring et Boucotte Wolof (villages récents). Le même constat est fait dans la partie bissao-guinéenne, où nous avons noté un conflit très sérieux entre le village de Varela Iale (ancien) et celui de Varela Madina (plus récent). Les dénominateurs communs de ces conflits semblent être le contrôle du foncier, mais aussi et surtout la maîtrise des retombées économiques (tourisme, agriculture, pêche, mines, etc.) qu'offre cet espace littoral. Au niveau de la gouvernance territoriale, on se rend compte que malgré les difficultés de mise en œuvre des politiques de décentralisation et l'omniprésence des autorités déconcentrées sur la scène locale (dans les espaces urbains et zones à fortes potentialités économiques), les autorités traditionnelles se sont adaptées face à cette nouvelle donne et continuent plus ou moins à faire valoir leurs prérogatives. Les mutations sur 50 années de ces localités ont été révélées grâce aux différents outils déployés permettant ainsi de poser un débat constructif sur le devenir de ces terroirs.

4.1. Une vulnérabilité foncière pour les villages de création récente par rapport aux villages anciens

La rivalité entre les villages autour des ressources foncières est une réalité qui ressort des travaux que nous avons effectués avec les habitants. Du côté du Sénégal, les villages de Boucotte Wolof et Cabrousse connaissent régulièrement des litiges autour du foncier. La carte participative d'occupation du sol combinée aux enquêtes de terrains a révélé que le village qui a une plus grande insécurité foncière est celui de Boucotte Wolof dont les habitants reconnaissent que la majorité des terres appartient aux habitants des villages environnants dont notamment Cabrousse¹. Lors d'une séance de restitution d'enquête, le chef de village de Boucotte Wolof (Mamadou Ndiaye) a reconnu que la situation de sa localité était délicate. Le village connaît une croissance démographique forte² corrélée à l'étalement des surfaces de bâti³, alors

¹ Dont les fondateurs se sont installés avec l'accord des plus anciens villages : Cabrousse, Diembéring, Bouyouye...

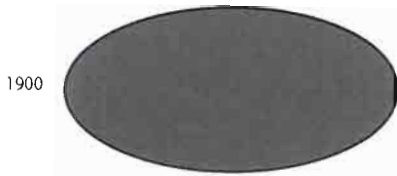
² Cette estimation a été faite par les populations. Un rapport du PEPAM (2007) estimait la population de Boucotte Wolof à 1586 habitants. Le taux d'accroissement démographique se situe non loin de la moyenne du site-pilote entre 30% et 50% sur 25 ans (Études monographiques GRDR, 2015).

³ En 1953, l'actuelle commune de Diembéring avait 89 ha contre 738 ha en 2014. Ce qui témoigne de la dynamique de l'urbanisation dans les villages de la commune (Études monographiques GRDR, 2015).

que s'accélérent les confiscations des terres cultivables¹ par les villages environnants. Aujourd'hui les chefs de ménages sont obligés de cultiver sans jachère, certains chefs de ménages assurent cultiver sur la même parcelle depuis plus de 10 ans.

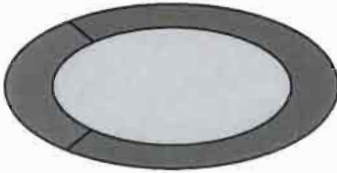
La partie bissau-guinéenne n'est pas non plus épargnée par les conflits fonciers. Un conflit latent existe entre les habitants de Varela Iale et les habitants de Varela Madina (Figure 2). Les premiers se revendiquent comme les ayants-droit des terres qu'occupent les seconds. Pour les gens de Iale, les habitants de Madina sont venus d'ailleurs, ce sont les gens de Iale qui les ont accueilli et installé là en leur cédant donc une partie de leur terroir. Les personnes âgées de Iale racontent que les habitants de Varela Madina ont vendu des terrains que les gens de Iale leur avaient cédé, ce qui a entraîné des conflits entre les deux villages. Selon les habitants de Madina, la mésentente serait survenue à cause de l'exploitation de la paille de chaume des rizières. Les habitants de Madina exploitaient cette paille sur les terres que la population de Iale avait léguées à Ansumane Djatta (fondateur de Varela Madina). Mais, depuis le milieu des années 1990, les habitants de Iale ont refusé que la paille de ces terres soit exploitée par la population de Madina, car il était sous-entendu que l'exploitation de la paille par les gens de Madina était autorisée pour se faire leurs toits ; c'est lorsque les gens de Iale ont compris que les habitants de Madina exploitaient la paille pour la vendre que le conflit serait survenu. Les habitants de Madina auraient alors vu leurs revenus s'effondrer. Selon les dires de la population de Madina, pour pouvoir acquérir des tôles de zinc, certains habitants auraient commencé à vendre certaines de leurs parcelles. A la suite de quoi la population de Iale a interdit l'exploitation des rizières et des palmeraies. A l'inverse, la population de Iale affirme ce sont les ventes de terres qui sont l'origine de l'interdiction de l'exploitation de la paille par les habitants de Madina.

¹ Ce sont essentiellement des terres de plateau. Le village dispose de très peu de rizières.



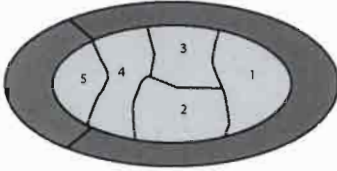
1900

En 1900, les terres de l'actuel Varela Madina sont occupées par des espaces de la palmeraie où les habitants de Iale cultivent de temps à autre.



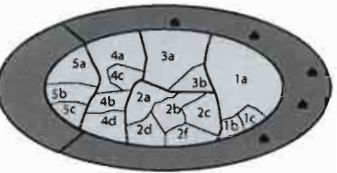
1950

En 1950, l'Etat colonial s'est approprié des terres (en marron). Un habitant de Varela Iale a cédé une partie de ses terres aux nouveaux arrivants de Varela Madina (vert clair). Ce périmètre est circonscrit par des terres appartenant aux populations de Iale.



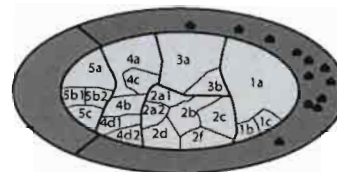
1980

En 1980, l'Etat bissau-guinéen a gardé les terres de l'Etat colonial. La population de Varela Madina s'est divisé les terres que l'on leur a cédé en lots.



2000

En 2000, les propriétaires des terres de Varela Madina ont vendu ou cédé certaines de leurs parcelles à des nouveaux arrivants. D'autres nouveaux arrivants construisent sur des terres appartenant à Varela Iale.



2014

En 2014, le périmètre cédé à Varela Madina dans les années 1940 est morcellé entre différents propriétaires. Les terres entourant Iale sont occupées par les nouveaux arrivants mais appartiennent aux habitants de Varela Iale.

Figure 2 : évolution du foncier à Varela

Source : GRDR, 2015. ©GRDR.



Figure 3 : cartes de terroir du village de Boucotte Wolof en 1950 et en 2014

4.2. Focus sur les « autorités dites traditionnelles » et leur poids dans la gouvernance territoriale

Il est régulièrement fait mention de l'existence « d'autorités traditionnelles » dans les territoires, objets et acteurs du programme, et de leur poids dans la gouvernance territoriale. Elles sont de nature diverse selon le territoire considéré mais partagent un certain nombre de traits communs :

- il s'agit d'autorités non élues et n'ayant pas forcément de reconnaissance légale. Il faut relever toutefois que certaines de ces

autorités, comme les chefs de village au Sénégal ou les « » en Guinée-Bissau, jouissent d'une certaine reconnaissance de l'Etat ;

- leur financement et fonctionnement est assez largement indépendant des appuis extérieurs (Etat, ONG, collectivités locales...) ;

- leurs prérogatives concernent au moins la gouvernance foncière : elles octroient des droits sur l'espace, régulent la transmission de ces droits, interviennent en cas de conflits ou de litige à l'échelle du terroir villageois au moins, et quelquefois au-delà ;

- elles ont conservé un poids important dans la gouvernance territoriale mais celui-ci a tendance à s'affaiblir ou du moins à être concurrencé en milieu urbain et dans les zones d'intérêt économique pour l'Etat;

- leur fonctionnement semble dominé par le droit d'aînesse et le patriarcat : les hommes aînés, chefs de famille, issus des familles fondatrices, ont davantage de poids dans les attributions des ressources foncières et le règlement des conflits que n'importe quel autre acteur. Au sein d'espaces plus vastes (collectivités locales et section), la chronologie de création des villages semble déterminante dans le poids politique occupé par les villages. Les villages les plus anciens ont davantage de poids que les autres. Toutefois, on a pu relever une exception à ce qui semble être à ce stade une règle. Début 2014, le chef de village¹, un homme relativement âgé, a été remplacé par un jeune d'une trentaine d'années car il était considéré comme peu réceptif aux demandes des habitants ;

- on observe des situations de « cumul de mandats » où ces autorités néo-traditionnelles sont élues au conseil rural/ municipal (Sénégal) ;

- il est rare que ces notables ne soient pas entourés de conseillers. Dès lors, leurs décisions relèvent bien d'un collectif et passent par une forme de concertation ;

- loin d'être figé, comme le terme « traditionnel » pourrait le laisser entendre, leur fonctionnement est évolutif ; ces autorités ne fonctionnent pas aujourd'hui comme il y a 50 ans et certaines des règles qu'elles appliquent ont beaucoup changé. En effet, sur les 50 dernières années,

¹ C'est le village de Cabrousse dans le quartier de Mossor. Les habitants ont soutenu que le chef de village n'écoutait pas leurs remarques et doléances. Et il a été remplacé par un jeune.

plusieurs facteurs sont venus modifier les pratiques de gouvernance foncière au rang desquels :

- le développement de certains secteurs économiques : tourisme au Cap Skiring, mines à Varela, l'expansion des vergers (anacardiens en région de Cacheu et de Oïo, fruitiers divers en région de Ziguinchor et Sédhiou ...);
- l'urbanisation des territoires : Ziguinchor, Canchungo mais aussi tous les gros villages dont la population dépasse aujourd'hui les 5 000 habitants ;
- le développement des aires protégées : Parc Naturel de Basse Casamance, Parc National de Cacheu... ;
- la croissance démographique générale bien que différenciée. On peut considérer que la pression foncière s'est déplacée des rizières endiguées, vers les zones plus hautes, notamment le plateau où il est possible de construire des habitations et de planter des vergers.

Un bon exemple de l'évolution des pratiques des autorités traditionnelles est visible à Cabrousse où, devant les opérations de cession de terres à des tiers opérées par le Conseil rural de Diembéring, les autorités néo-traditionnelles ont opéré une « révolution »² en acceptant de vendre des terres du village, un acte qu'elles prohibaient il y a encore 15 ans. Dans d'autres localités du Sénégal ou de Guinée-Bissau, elles ont restreint le droit de planter des cultures pérennes (anacardes et autres fruitiers) aux « autochtones » alors qu'il était ouvert à tous il y a de cela 30 ans. Ces évolutions sont liées à la manifestation d'autres acteurs de la gouvernance qui, il y a 50 ans, n'existaient pas ou n'exerçaient pas leurs prérogatives (l'Etat et la communauté rurale) ainsi qu'à la croissance démographique. Dans ce contexte, le recours au terme « autorités néo-traditionnelles » semble plus approprié. Au Sénégal, l'apparition de nouveaux acteurs de la décentralisation (communes) et de l'Etat a changé la donne dans la gouvernance foncière. Sans passer nécessairement par la validation d'autorités traditionnelles, ces acteurs, forts de leurs nouvelles prérogatives, affectent des terres à des personnes morales ou physiques pour un usage déterminé (construction de complexe touristique, etc.). Face à ces nouveaux acteurs, les autorités traditionnelles développent des stratégies pour ne pas se faire doubler.

² Jusqu'à récemment la terre n'avait jamais été vendue par les propriétaires fonciers de ce village.

Un entretien avec le roi de Varela Sijunke Djata permet de compléter les informations recueillies durant les échanges.

Comment accède-t-on à la terre dans ce village ?

- *La terre est acquise par héritage ou prêt. Mais la terre ne se vend pas.*

Si un étranger arrive et veut créer un campement touristique, comment doit-il s'y prendre ?

- *Il doit en parler en premier au roi, qui va lui montrer le propriétaire des terres où le campement sera implanté et c'est avec ce dernier qu'il négociera. En général on exige qu'il emploie de la main d'œuvre locale.*

En cas de conflit foncier qui doit-on consulter ?

- *On règle avant tout directement entre les deux familles*
- *Si échec : on va devant le roi*
- *Si échec encore, on va devant la « loi »*

Quel est le progrès le plus attendu dans le village ?

- *Goudronner la route de Varela et la construction des infrastructures touristiques. L'apport en numéraire qu'apporterait le tourisme pourrait servir aux habitants à couvrir leur maison de tôle au lieu de la paille. Nous tenons à remplacer la paille par de la tôle pour des raisons de sécurité, le risque d'incendie étant très grand avec la paille. Et celle-ci demande un entretien annuel et quasi constant car la riziculture a un avenir plus qu'incertain vu que les rendements chutent, obligeant les habitants à la diversification.*

Est-ce que le riz local se vend ?

- *Non le riz local ne se vend pas.*

Et si la production de riz décolle un jour, serait vous enclin à vendre le surplus ?

- *Si la production de riz décolle un jour, il est bien clair quoiqu'il en soit qu'elle sera toujours destinée aux cérémonies, et jamais à la vente.*

En cas de substitution partielle dans le calendrier culturel, du riz par manioc, maïs, sorgho, patate douce, il serait possible de le vendre ?

- *oui, l'interdit de vente ne concerne que le riz !! mais à qui pourrait on vendre un surplus alimentaire ? l'idéal serait de le vendre, ainsi que la paille, au Sénégal, mais la douane et l'armée guinéenne sont très fatigantes à la frontière ?*

Peut-on envisager une modernisation des labours dans les rizières ?

- *oui s'il s'agit de motoculteurs, non s'il s'agit de buffles.*

4.3. Ce que nous avons recueilli et ce que nous avons pu mesurer

4.3.1. Un trait de côte qui recule

Parmi les témoignages que nous avons recueillis dans le site-pilote, l'un des plus cités est l'avancée de la mer (Faye, 2010), et dont la conséquence est le recul du trait de côte et des rizières. A Cabrousse comme à Varela les gens disent qu' « auparavant il y avait de grandes rizières, mais l'avancée de la mer fait reculer les rizières. A Cabrousse, la population soutient que la mer était à plus de 600 m et aujourd'hui c'est juste une dune qui fait office de barrage entre les eaux salées et les rizières. Le recul du trait de côte menace ainsi fortement les rizières de bas-fonds de Nhiquim, Varela Iale et Cabrousse. A Varela, l'une des préoccupations majeures des populations est le recul du trait de côte et l'engloutissement par la mer de certaines surfaces continentales. Ce phénomène est observé des deux côtés de la frontière mais est très important du côté bissau-guinéen. Par-exemple, à Varela Madina, entre 2003 et 2013 une rizière a été engloutie par la mer repoussant le trait de côte de 134 m dans les terres par endroit (Figure 4). En 56 ans la plage de Varela aurait reculé de 500 m. L'érosion côtière serait due à des phénomènes naturels et anthropiques. La construction de l'hôtel en bordure de plage à Varela aurait engendré une déstructuration du sol favorisant ainsi l'érosion côtière. L'étude d'impact de l'exploitation de sable lourd du site de Varela considère comme majeur le risque d'altération et d'érosion des sols du fait de la présence de cette exploitation.



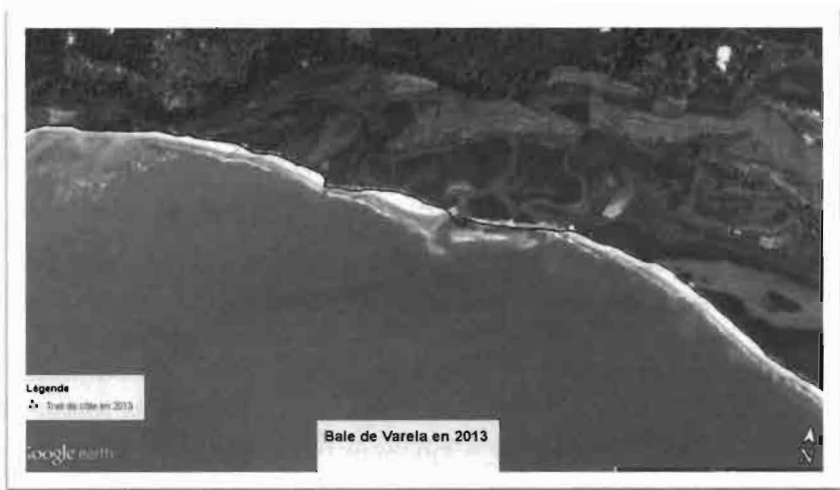


Figure 4 : Evolution du trait de côte de la baie de Varela 2003-2013

4.3.2. Une riziculture en perte de vitesse !

Une importante salinisation des rizières est également décrite par les populations locales lors des entretiens. Malgré la relative importance du riz local dans la vie sociale de ces territoires, la riziculture est en déclin. L'activité rizicole connaît plusieurs difficultés. La salinisation des casiers rizicoles de bas-fonds prend de l'ampleur dans tous les villages rizicoles. Cette situation s'explique en grande partie par l'avancée de la mer et par un mauvais entretien des digues de protection. Les jeunes des villages ne s'investissent plus dans la réparation des digues endommagées et les parents les poussent plus à poursuivre des études longues où à trouver des métiers plus lucratifs. A Diembéring, Varela Iale, Sucujaque ou Bouyouye, plusieurs casiers rizicoles ne sont plus mis en valeur du fait de la conjonction de plusieurs facteurs dont la diminution de la main d'œuvre. A Bouyouye, selon les estimations de la population, ce sont ainsi 40% de la surface totale des rizières de bas-fonds qui seraient aujourd'hui inutilisables. Dans les villages, les jeunes partis étudier à Dakar, Saint-Louis ou Ziguinchor ne reviennent plus pendant l'hivernage pour aider leurs parents dans les travaux rizicoles. Et ceux qui sont présents au village (pourtant majoritaire) participent de moins à moins aux activités rizicoles. Cependant, en dépit de ce constat conjugué aux difficultés liées à la diminution de la pluviométrie et à la faiblesse de la main d'œuvre (désintéressement des jeunes), la culture du riz reste une activité très structurante socialement. La réponse à ce paradoxe se trouve

dans l'importance du riz dans la tradition et les mœurs de ces communautés. En effet, le riz est incontournable pour l'organisation des cérémonies telles que les funérailles, la circoncision, la lutte, les rites, les mariages ou les danses traditionnelles. Pour toutes ces raisons, le riz local est gardé jalousement dans les greniers.

4.3.3. Une démographie fonction des activités villageoises

Lors des focus group et des entretiens individuels, les habitants ont souligné une augmentation sensible de la population au cours de ces 50 dernières années. Ainsi, nous avons constaté globalement une augmentation importante de la démographie dans les villages qui bénéficient de l'activité touristique et une diminution assez marquée de la population dans les villages à vocation rizicole plus particulièrement dans la partie guinéenne.

L'analyse de la démographie fait ressortir plusieurs groupes de village (figure 5) :

- un premier groupe regroupant les villages les plus peuplés : Cabrousse, Cap-Skiring, Diembéring et Boucotte. Ces villages sont littoraux et bénéficient le plus de l'activité touristique et de la pêche (Cap-Skiring). Leur taux d'accroissement démographique est positif et se situe non loin de la moyenne du site-pilote (entre 30% et 50% sur 25 ans) ;

- Gnikine, Bouyouye, Basseor, Varela Iale, Cassolol, Igim, Jufunco, Bolol et Oссор constituent un autre groupe de villages. Ces villages ont tous connu un taux d'accroissement démographique négatif. Gnikine et Basseor ont une population peu importante (82 et 69 personnes) tandis que le reste des villages ont une population entre 252 et 607 personnes. Tous ces villages ont pour principale activité la riziculture ;

- Tenhate, Boudiediete, Varela Madina et Nhiquim connaissent les taux de variation les plus importants. Ce sont des villages qui ont une population faible ou moyenne (respectivement 521, 99, 748 et 125 habitants). Hormis Tenhate, la croissance démographique de ces villages semble être directement liée à la pêche qui est l'activité villageoise principale ;

- enfin, on peut établir un groupe de villages composé de Karabane, Cachouane, Sifoca, Windaye, Ourong et Ehidge. La population de ces villages oscille entre 43 et 400 personnes, avec des taux de variation compris entre 3% et 5% pour les villages de Ehidge Sifoka et Ourong et entre 23% et 48% pour Karabane, Cachouane et Windaye. Bien que peu

peuplés, ces villages insulaires connaissent un relatif dynamisme démographique.

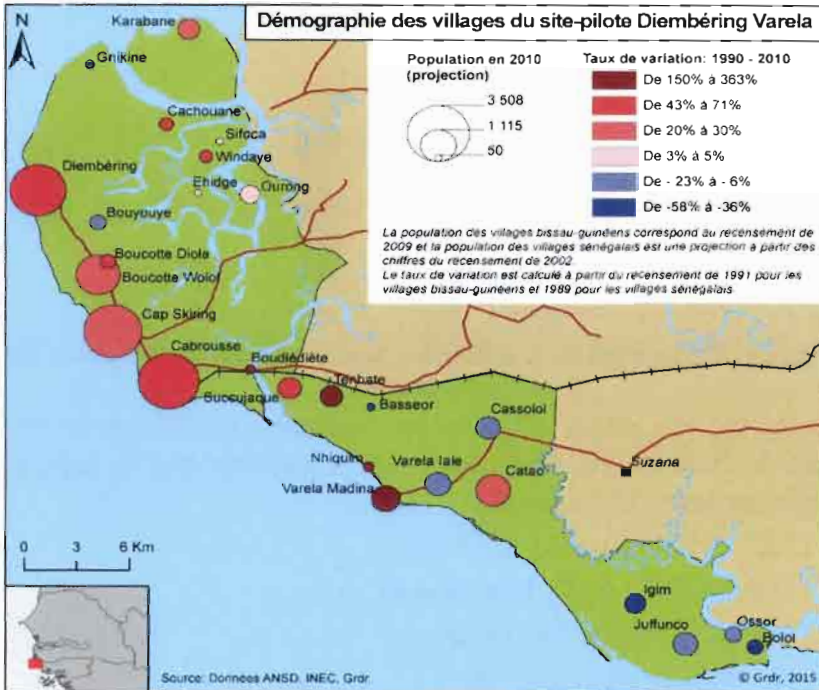


Figure 5 : Démographie des villages du site-pilote Diembéring-Varela

4.3.4. Un désintéressement des jeunes aux activités rizicoles

Selon les habitants, l'exode rural serait un facteur important pour expliquer le recul de la riziculture. Le départ massif des jeunes vers les grandes villes pour les études mais également pour la recherche d'emplois est évoqué pour expliquer cette situation. Notre analyse démontre que la population jeune est bien présente et majoritaire dans la plupart des villages. L'exode rural est bien une réalité, mais la part des jeunes reste très importante dans les localités. Nous avons pu conclure qu'il y a un désintéressement des jeunes pour l'activité rizicole pour deux raisons :

- la pénibilité du travail caractérisée par l'utilisation du *kajendu* mais également des réparations annuelles des digues de protection ;
- Les jeunes préfèrent les activités lucratives (tourisme, pêche, maçonnerie) et font de plus en plus des études longues (Figure 6).

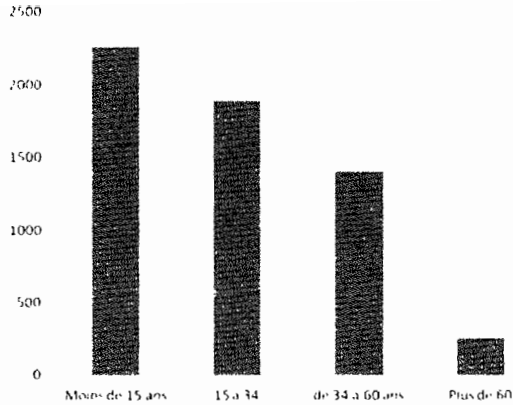


Figure 6 : Classe d'âge de la population de la sous-section de Varela en 2008 (source INEC)

L'analyse par classe d'âge de la population de la sous-section de Varela de 2008 montre l'importance de la jeunesse dans la population. En effet sur les 5812 habitants :

- 2262 (40%) ont moins de 15 ans ;
- 1889 (32,5%) ont de 15 à 34 ans ;
- 1405 (24%) ont de 34 à 60 ans ;
- 256 (4%) ont plus de 60 ans.

4.3.5. La conversion d'espaces de cultures temporaires vers des cultures permanentes

A Varela, de nombreux espaces autrefois destinés aux cultures de plateaux et de rizières de bas-fonds ont été convertis en vergers d'anacardières, d'agrumes ou de manguiers. Ces conversions, bien que moins importantes que dans le reste de la Guinée-Bissau, sont en lien direct avec l'évolution des habitudes alimentaires, de la monétarisation des échanges et de la démographie des villages.

4.3.6. Les modes de vie en profonde mutation

La scolarisation des enfants ampute les ménages d'une main-d'œuvre autrefois disponible pour travailler dans les champs. La diversification des ressources des ménages a permis l'augmentation de la monétarisation des échanges (même si la pratique du troc existe encore pour certains ménages). Les transferts de fonds de migrants, le salariat notamment dans le secteur touristique, la vente du vin de palme, la production d'anacarde permettent l'achat de nouveaux produits alimentaires. Enfin, les espaces de cultures pérennes (anacardières, manguiers, agrumes) ont peu à peu

remplacé, dans certaines zones, les espaces de cultures vivrières amoindrissant ainsi les récoltes vivrières familiales. Les modes et saveurs évoluent aussi avec le temps. Aujourd'hui, les ménages apprécient de nouvelles saveurs dans leur nourriture (plats à base de vermicelle, de pâtes, des salades composées, etc.). L'arrivée de la télévision au Sénégal, et les campagnes de publicité à la radio ou sur les marchés dans les deux pays, ont aussi permis à de nombreuses sociétés d'imposer leurs produits comme incontournables dans les repas quotidien des ménages (en particulier les bouillons type « cube Maggi »). La production de certains produits comme le riz a accusé une baisse assez importante dans les années 1970 et 1980 à cause des déficits pluviométriques record. Enfin la brisure de riz possède l'avantage d'être plus rapide à préparer que le riz produit localement. Les produits non locaux prennent de plus en plus d'importance dans les habitudes alimentaires des ménages. Toutefois, le riz produit localement reste toujours très consommé dans les ménages au même titre que le citron, le sel, le poisson, l'huile de palme et le piment.

4.3.7. Une monétarisation du foncier

A l'image du Club Méditerranée (1972), le Royal cap, Hibiscus, Hôtel Cabrousse, pour ne citer que ceux-là, les promoteurs hôteliers ont accédé au foncier de façon gratuite. Les familles propriétaires ont refusé d'être payées craignant des représailles mystiques. Aujourd'hui, côté sénégalais, la tendance générale est à la vente. Les ventes se sont accélérées car les Conseillers Ruraux auraient tendance à affecter des terres appartenant aux villageois à des tiers. Craignant d'être davantage spoliés, ceux-ci cherchent à vendre rapidement. Des familles ont cédé leurs droits à des clients (opérateurs touristiques ou touristes eux-mêmes) moyennant paiement. Des parcelles de 300 m² se monnaient pour plusieurs millions de FCFA. Les terres sont vendues par les villageois depuis les années 2000. A l'inverse en Guinée-Bissau, dans la sous-section de Varela, on observe que la vente de terre n'existe simplement que dans le village le plus récemment créé (à Varela Madina) où la population a vendu les terres que leurs ancêtres leur ont cédé. Les villages les plus anciens n'ont pas encore vendu de terre selon les habitants car une relation mystique unit les villageois à leurs terres et la vente de terre pourrait engendrer selon les populations des attaques mystiques de la part des fétiches.

4.3.8. Un bâti en expansion dans le site-pilote Diembéring-Varela

L'expansion des surfaces de bâti que l'on observe entre 1953 et 2014 est particulièrement remarquable mais très différenciée selon que l'on est en Guinée-Bissau ou au Sénégal. Ainsi entre 1953 et 2014, la partie sénégalaise a vu ses surfaces de bâti augmenter de 730 % contre 57 % pour la partie bissau-guinéenne. Cette augmentation se concentre sur la partie littorale de la communauté rurale de Diembéring qui a vu se développer une activité touristique très consommatrice d'espace aux dépens des espaces de cultures de plateau (figure 7).



Figure 7 : Evolution du bâti dans le site-pilote de Diembéring Varela

4.3.9. Une diversification des activités au sein des ménages

Le calendrier des activités des membres des ménages démontre une tendance à la diversification. On voit nettement que les revenus du ménages proviennent de sources très diverses (pêche, tourisme, enseignement, commerce, agriculture, etc.).

4.4. Cartographie participative fonctionnelle, une solution pour une meilleure compréhension des dynamiques territoriales

Les ateliers de cartographie participative ont donné des résultats très intéressants. La carte de terroir ancienne (il y a 50 ans) et la carte de terroir actuelle ont permis de voir le comportement des unités paysagères mais aussi et surtout les modes de vie des populations locales. Cependant

l'efficacité de la carte de terroir peut être améliorée par l'utilisation d'images satellites de hautes résolutions ou des photographies aériennes pour animer les débats. Le principe consiste donc à faire tirer des images google earth, images satellites ou photographie en grand format et les utiliser comme support pour conduire les échanges avec les populations locales. Cette méthode est très intéressante car elle permet une reconnaissance facile, par les habitants, des différentes unités paysagères de leurs terroirs et des usages qu'ils en font. Cette approche a été testée à Bolol (Guinée Bissau) dans le cadre du suivi participatif de l'évolution de cette localité (figure 8) mais aussi dans le Sine Saloum (Bastien, 2015).

Conclusion

Les séances de restitution ont permis de discuter de l'avenir des villages étudiés à partir des tendances observées. Les résultats obtenus ont montré des similitudes de part et d'autre de la frontière, en termes d'unités paysagères, d'évolution de gestion du foncier, de représentation sociale et de problématique de concurrence. On retiendra surtout :

- il y a continuité des deux côtés de la frontière sur le rôle perçu du tourisme qui permettrait de fournir du travail aux jeunes et donc de les fixer au village. Cependant, à Iale on pense que le tourisme peut sauver la riziculture, alors qu'à Diembéring, on entend de plus en plus dire que c'est la mécanisation qui peut empêcher les jeunes de partir et sauver la riziculture diola. Dans les deux cas, la question peut se poser ainsi : la riziculture peut-elle survivre au tourisme ? Le tourisme est vraiment perçu à Iale comme une source de revenus supplémentaires qui pourrait profiter à tout le village. Il est perçu comme complémentaire et non concurrent à la riziculture ;

- la cartographie est l'une des clés de lecture de la question foncière. Mise en œuvre de manière participative et fonctionnelle, elle permet à des populations de s'approprier d'une nouvelle manière leur territoire et de développer de manière concertée des outils de sécurisation du foncier ;

- Le territoire étudié nous semble représentatif. Nous retrouvons les mêmes réalités dans d'autres zones (Canchungo, Kafountine etc.) à précarité foncière pour une majorité d'acteurs locaux révélée ;

Tableau 1 : Calendrier des activités des membres des ménages

Mois			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Membres	Sexe	Age approximatif												
1 ^{er} ménage	Chef de ménage	M	40	Enseigne	Enseigne	Enseigne	Enseigne	Enseigne	Enseigne	Agriculture	Agriculture	Agriculture	Enseigne	Enseigne
	neveu	M	25	pêche	pêche	pêche	pêche	pêche	pêche	Agriculture	Agriculture	agriculture	pêche	pêche
2 ^e ménage	Chef de ménage	M	58					Sarclage	sarclage	pépinière	Agriculture	agriculture	surveillance + Récolte	Récolte du riz
3 ^e ménage	Chef de ménage	M	74	repos	repos	sarclage	sarclage	Sarclage	Culture pam-pam et pépinière	Culture pam-pam et pépinière	agriculture	agriculture	surveillance	recolte
	Fils aîné	M	32	Maçonnerie et electricite	Maçonnerie et électricité	Maçonnerie et electricité	sarclage	Sarclage	Culture pam-pam et pepinière	Culture pam-pam et pépinière	agriculture	agriculture	surveillance	récolte
4 ^e ménage	Fils aîné	M	42	Menuisier métallique	Menuisier métallique	Menuisier métallique	Menuisier métallique	sarclage	sarclage	agriculture	agriculture	agriculture	surveillance - Récolte	surveillance + Récolte
5 ^e ménage	Chef de ménage	M	45	Cuisinier à l'hôtel	Cuisinier à l'hôtel	Cuisinier à l'hôtel	Cuisinier à l'hôtel	Cuisinier à l'hôtel	agriculture	Agriculture	agriculture		Cuisinier à l'hôtel	Cuisinier à l'hôtel
	Femme	F	33	Jardinage et collecte d'huîtres	Jardinage et collecte d'huîtres	Jardinage et collecte d'huîtres	Jardinage et collecte d'huîtres	Jardinage et collecte d'huîtres	agriculture	Agriculture	agriculture	Collecte des huîtres	Jardinage et collecte d'huîtres - récolte du riz	Jardinage et collecte d'huîtres + récolte du riz
	Niece	F	12	École	école	ecole	école	école	ecole	ménagère	ménagère	menagère	école	école
6 ^e ménage	Chef de ménage	M	80	Repos	repos	repos	sarclage	Sarclage	agriculture	agriculture	agriculture	agriculture	surveillance	surveillance
7 ^e ménage	Chef de ménage	M	50	Bénévolat	bénévolat	bénévolat	benévolat	Benévolat	sarclage	sarclage	agriculture	agriculture	surveillance	Récolte
8 ^e ménage	Chef de ménage	M	75	Récolte	récolte	Récolte vin de palme	Récolte vin de palme	Récolte vin de palme	sarclage	Agriculture	agriculture	agriculture	recolte	récolte
	Femme	F	60	Récolte	récolte	Vente de vin de palme	Vente de vin de palme	Vente de vin de palme	repos	Repos	Repiquage du riz	Repiquage du riz	récolte	récolte
9 ^e ménage	Chef de ménage	F	50	Commerce	commerce	commerce	commerce	commerce	Amendement des rizières	Amendement des rizières	agriculture	agriculture	surveillance	Surveillance - récolte

Source GRDR, 2015.



Figure 8 : Séance de cartographie fonctionnelle dans le village de Bolol

Source : Projet Iho Do Papagaio, 2012 /2013

Les outils éprouvés ont donné satisfaction dans l'ensemble. Ils ont permis d'aborder les réalités des villages de façon systémique et holistique. Il en découle une vision d'ensemble des dynamiques intervenues et en cours dans ce site-pilote. Les séances de restitution ont été des moments de discussions, entre générations, des perspectives des terroirs étudiés. Dès lors, la carte, « instrument classique de manipulation et de domination » technicienne ou administrative, peut aussi présenter des usages différents plus subversifs » (Nonjon, Liagre, 2012),

lorsqu'elle offre une médiation qui permet de tempérer, voire de raisonner les enjeux de pouvoirs fonciers ou encore lorsqu'elle permet aux populations à la base de plaider pour l'accès à leurs terres et la gestion durable de celles-ci. La participation aux séances de cartographie participative a pu donner aux acteurs du territoire, notamment les agriculteurs et les jeunes, la possibilité de faire entendre leurs voix. Les autorités locales ont, à partir de là, à intégrer dans leurs actions politiques locales des demandes concrètes marquant la revendication populaire telle que l'affectation et l'aménagement de terres à usage de production maraîchère mais surtout l'élaboration d'un plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS)³. Les populations locales ont demandé d'avoir une monographie territoriale qui leur servira de support pour porter le plaidoyer auprès des autorités compétentes. Toutefois, comme l'ensemble des approches participatives, ces outils, pour être efficace nécessitent une participation de toutes les classes de la population villageoise. Cela requiert un temps de préparation, de sensibilisation et d'exécution important pendant les enquêtes de terrain aussi bien au niveau des autorités (décentralisées et déconcentrées), des chefs de village, que des populations. Il importe donc que les enquêteurs soient extérieurs au contexte villageois, de façon à pouvoir développer des lectures critiques à l'égard des propos des villageois et ainsi éviter les écueils liés aux discours préconçus, et favoriser ainsi la conscientisation des évolutions de leur terroir par les populations.

Références bibliographiques

Bastien C., 2015. Méthodologie de cartographie communautaire développée pour le PRECEMA dans les mangroves du delta du Sine Saloum avec l'appui d'ADG.

Faye I., 2010. Dynamique du trait de côte sur les littoraux sableux de la Mauritanie à la Guinée-Bissau (Afrique de l'Ouest) : Approches régionale et locale par photo-interprétation, traitement d'images et analyse de cartes anciennes. Géographie, Université de Bretagne occidentale - Brest, 321 p.

GRDR, 2015. Monographie territoriale du site-pilote de Diembéring-Varela, 48 p.

³ Commandes recueillies lors de la négociation de la Convention de partenariat entre la Commune de Diembéring et le GRDR en vue de l'élaboration de la monographie communale de Diembéring.

Joliveau T., 2004. Géomatique et gestion environnementale du territoire. Recherches sur un usage géographique des Sig, Mémoire d'Hdr en Sciences Humaines, Université de Rouen.

Nonjon M., Liagre R., 2012. "Une cartographie participative est-elle possible ?", EspacesTemps.net, Travaux, 14.05.2012.

Projet Iho Do Papagaio, 2012 /2013. Suivi participatif de l'évolution du terroir du village de Bolol. Explorer de nouveaux outils de gestion et de valorisation du réseau des Aires protégées de Guinée Bissau.

Ehemba F.S., Le Coq Y., Ruë O., Niokane M., Bodivit M.,
Seck P., Diallo M., Agossou S., Descroix Luc, Sané T.,
Fabre M. (2017)

Une cartographie participative pour bâtir une
connaissance concertée des mutations de territoire
dans l'espace frontalier sénégal-bissao-guinéen

In : Cormier Salem Marie-Christine (ed.), Descroix Luc
(ed.), Diakhate M.M. (ed.). *Sciences participatives,
gouvernance des patrimoines et territoires des deltas :
actes du colloque international du Laboratoire Mixte
International "Patrimoines et Territoires de l'Eau" du 11
au 14 mai 2016 à l'Université Gaston Berger de Saint-
Louis du Sénégal*

Paris : L'Harmattan, p. 241-263. Colloque International
PATEO, Saint-Louis (SEN), 2016/05/11-14

ISBN 978-2-343-12004-1